

Considérant que les projets Gazoduc et Énergie Saguenay contreviennent aux promesses et accords faits par les gouvernements du Québec et du Canada et qu'ils n'apporteront aucun réel bénéfice au long terme, je m'oppose, tout comme la Coalition Fjord, le groupe Extinction Rébellion Québec et les 165 000 collégiens et universitaires de nombreux groupes étudiants au projet GNL Québec.

Je suis complètement en accord avec les propos de l'Association étudiante de biologie de l'Université de Montréal :

« Alors que la pandémie de la COVID-19 continue de secouer nos vies et d'endommager notre économie, il nous faut absolument investir dans des projets durables qui entraîneront des changements systématiques à long terme pour une relance post-covid. Un projet valable pour 25 ans seulement n'en est pas un. Que faire avec les 7,9 millions de tonnes de méthane que l'on aura libérés dans l'atmosphère qui ne sont même pas considérés dans la décision du gouvernement Legault? Que faire de l'industrie touristique du Fjord Saguenay qui repose sur des paysages naturels écologiquement sains que l'on aura gâchés par un port de 20 étages de haut sur un demi-kilomètre de long, et par le passage de 10 000 super-méthaniers dans le Fjord au courant de ces 25 années? Que dire aux générations futures qui, dans 25 ans, auront à payer le prix des conséquences climatiques de ce projet instauré par un gouvernement qui sera alors dépassé?

La production du GNL et son transport comportent indéniablement des risques majeurs pour l'environnement, qu'on parle du transport terrestre, du transport maritime en plein cœur de l'habitat des bélugas ou des forages de fracturation hydraulique obligatoires à son extraction en Alberta. Considérant que le gaz naturel est constitué principalement de méthane, qui peut emprisonner 70 fois plus de chaleur que le CO2 et qui est responsable d'un quart des émissions mondiales de GES, les fuites provenant de la fracturation hydraulique et du transport du gaz seraient donc catastrophiques. Il est inconcevable que le gouvernement Legault ne tienne pas compte de ces dernières émissions « en amont » dans sa décision puisque les émissions annuelles du projet seraient égales au total de réduction de GES au Québec entre 1990 et 2016. Il est très probable que le gaz naturel liquéfié exporté s'ajoute au marché du pétrole et du charbon, devenant ainsi un concurrent supplémentaire aux énergies renouvelables, ce qui vient contrecarrer l'argument selon lequel GNL permettrait de réduire les émissions de GES en remplaçant les énergies plus polluantes.

La construction d'un pipeline gazier de 780 km, d'une usine de liquéfaction du gaz et d'un terminal maritime accentuerait incontestablement la contribution du Québec à la crise climatique et compromettrait les objectifs de l'Accord de Paris signé en 2016 par le Canada; celui-ci visant à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C d'ici 2100 par rapport aux niveaux préindustriels. Selon le rapport 2020 « World Energy Outlook » (WEO) publié par l'Agence internationale de l'énergie (IEA), afin de respecter l'objectif des 2°C, non seulement il sera nécessaire d'augmenter l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, mais également de diminuer l'usage mondial de gaz naturel de 12%. Il n'est tout simplement pas rentable de mettre en place un projet forcément temporaire d'une si grande envergure, surtout lorsque le WEO 2020 démontre l'accessibilité croissante des énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, solaire et hydraulique. L'énergie solaire est aujourd'hui la source d'énergie la plus abordable de l'histoire en étant moins cher que l'exploitation du pétrole et des centrales de charbon dans plusieurs pays. Il est primordial de créer des emplois à long terme qui ne nuiront pas à l'environnement, surtout durant la pandémie de la COVID-19 qui freine déjà considérablement la transition amorcée vers les énergies renouvelables. Les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean l'affirment eux-mêmes: le Saguenay offre des opportunités de projets tangibles et durables pour la transition écologique et énergétique, dont l'agriculture biologique, les produits forestiers non-ligneux, la biomasse forestière et maintes autres.

Pour une relance économique post-covid sûre, saine et résiliente, le secrétaire général de l'ONU presse, dans son plan de relance, les gouvernements à arrêter les subventions et les projets liés aux combustibles fossiles. Le ministre de l'économie, Pierre Fitzgibbon, l'a lui-même dit, l'environnement nourrit l'économie. La réduction de 28 millions de tonnes de GES que le projet GNLQ prétend permettre mondialement ne sont que des bobards, comme la précarité des impacts écologiques du projet a déjà été démontrée par la direction de l'expertise climatique du ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques. En plus, aucun contrat réel n'a encore été signé entre la Chine et GNL Québec, et GNL Québec a déjà fait une demande de subvention de 9,5 milliards au gouvernement québécois, prouvant que les hydrocarbures ne peuvent être compétitif sans bénéficier d'une subvention provenant de la poche des contribuables.

Le projet GNL Québec, contrairement à ce qu'Énergie Saguenay prétend haut et fort, en est un que l'on ne peut que qualifier de perdant-perdant-perdant!

Permettre aux projets proposés par Énergie Saguenay et Gazoduc d'avoir lieu, c'est aussi risquer la santé de canadiens et canadiennes. Plusieurs études, dont un rapport écrit par The Canadian association of Physician for the Environment, rapportent que les populations exposées aux forages sont plus à risque de développer des problèmes cardiaques, dermatologiques, neurologiques et oto rhino laryngologiques. Les produits utilisés lors de fracturations, dont 90% sont toxiques pour l'homme, ont aussi été liés à une hausse de naissances prématurées et de malformations cardiaques et neurologiques chez les fœtus des femmes vivants à plusieurs kilomètres des sites de forage. Le rapport fait aussi mention de l'impact psychologique et social qu'a ce genre d'industrie sur les communautés: un impact qui est généralement négatif chez les communautés dont le tissu social est déjà affaibli, telles que celles des premières nations. Voici une réalité bien loin de celle des investisseurs américains.

En considérant tous ces impacts écologiques et sociaux, le projet GNL ne pourra être que deux options possibles pour le Québec: une béquille écologique ou bien une béquille économique, si ce n'est pas les deux. Mettons freins à GNL avant qu'il ne soit trop tard ».